



CONTENTIEUX DE LA LISTE ÉLECTORALE 2024 - 2025 • DU 22 MARS AU 05 AVRIL 2025 •

**✓ VÉRIFIE
ET CONFIRME
TON POUVOIR ÉLECTORAL**

CONSULTE LA LISTE
ÉLECTORALE PROVISoire
ET FAIS DES RÉCLAMATIONS
SI NÉCESSAIRE POUR VALIDER TA VOIX

RDV DANS LA CEI LOCALE
POUR RÉCLAMATION



CEI Côte d'Ivoire
+225 27 22 59 99 74
www.cei.ci

CEI, en toute transparence

Clash Trump-Zelensky

La suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine



300 FCFA - Neuvième année - N° 1189

VENDREDI 21 MARS 2025

www.lavoie-originale.net

LAVOIE

originale

Quotidien ivoirien d'Informations Générales

facebook.com/Lavoieoriginale16

Focus sur l'absence de Gbagbo de la liste électorale

Attention au piège tendu par la CEI/RHDP !

◆ Le PPA-CI doit poursuivre ses actions de terrain

Depuis la publication de la liste électorale provisoire par la Commission Electorale Indépendante (CEI), le lundi 17 mars 2025, l'actualité politique est restée cristallisée sur l'absence du Président Laurent Gbagbo de cette liste. Pourtant, cette absence n'est pas une surprise au regard de tous les débats qui ont eu lieu autour de la réintégration du Président Laurent Gbagbo dans le processus électoral.



Focus sur l'absence de Gbagbo de la liste électorale

Attention au piège tendu par la CEI/RHDP !

◆ Le PPA-CI doit poursuivre ses actions de terrain



Depuis la publication de la liste électorale provisoire par la Commission Electorale Indépendante (CEI), le lundi 17 mars 2025, l'actualité politique est restée cristallisée sur l'absence du Président Laurent Gbagbo de cette liste. Pourtant, cette absence n'est pas une surprise au regard de tous les débats qui ont eu lieu autour de la réintégration du Président Laurent Gbagbo dans le processus électoral.

On se rappelle, en effet, qu'à occasion de la remise officielle de la liste provisoire aux partis politiques et aux Organisations de la société civile, le samedi 20 mai 2023, à Cocody II-Plateaux, le Président de la CEI, Ibrahime Coulibaly-Kuibiert, s'était arrogé le droit de décider de qui serait électeur ou candidat aux élections à venir. Concernant le cas spécifique du Président Laurent Gbagbo, il martelait : «Il (Gbagbo, ndlr) viendra s'inscrire 1000 fois, 1000 fois, il ne pourra pas être sur la liste». Et de se justifier : «Le dernier mot appartient au Président du Tribunal territorialement compétent ; et le Président du Tribunal a rendu une décision confirmant la position de la Commission électorale indépendante quant à sa radiation de la liste électorale. Donc rien n'a changé. Et c'est dommage

que les gens s'imaginent qu'on s'acharne sur un citoyen. Et cela me fait de la peine».

D'autre part, invariablement, le RDR/RHDP renvoie l'Opposition à la CEI pour régler les problèmes liés au cas Gbagbo. «Nous sommes un pays organisé, un pays qui a des institutions. Une des institutions qui est justement chargée d'organiser des élections est la Commission électorale indépendante. C'est elle qui conduit la révision de la liste électorale. C'est à cette institution de se prononcer. Je pense que le président de cette institution s'est suffisamment prononcé. C'est une commission indépendante, donc ce n'est pas le gouvernement qui va lui dicter ce qu'elle a à faire. Dans cette commission indépendante sont représentés tous les partis politiques. Et si vous avez écouté le président de cette commission électorale

indépendante, les décisions sont prises de façon collégiale. Il va donc sans dire que quand la CEI prend une position et qu'elle l'annonce c'est qu'elle a pris soin de consulter tous les commissaires de la CEI qui comme je vous l'ai dit, regroupe non seulement tous les principaux partis politiques, mais aussi la société civile», a déclaré Amadou Coulibaly, en marge du Conseil des ministres tenu le mercredi 26 février 2025. Recemment, le Porte-parole principal du RHDP, l'inénarrable ministre Kobenan Kouassi Adjoumani, faisant chorus avec lui, déclarait : «A mesure qu'approche l'échéance du 25 octobre, l'Opposition s'abandonne à la surenchère et fait exploser des revendications surprenantes et parfois suspectes qui trahissent en fait, un manque de sérénité qui la ravage de l'intérieur. A sept mois de la Présidentielle, l'Opposition réclame, à cor et à cris, une nouvelle révision de la

liste électorale, un nouveau dialogue politique, un audit de la liste électorale et une réforme de la CEI (...) L'on a beau leur expliquer qu'au regard des sérieuses contraintes d'agenda, une nouvelle révision de la liste électorale, avant les élections, n'est pas envisageable, car cela chamboulerait tout le processus électoral, en rendant problématique la tenue même du scrutin le 25 octobre 2025, conformément à la Constitution, mais rien n'y fit. Et pourtant, tenez-vous bien, ce calendrier électoral a été approuvé par cette même Opposition. c'est l'Opposition qui avait exigé le report de la révision de la liste électorale, prévue initialement en Juillet 2024, pour cause de saison des pluies. En Septembre 2024, elle a prétexté encore de la rentrée scolaire pour solliciter un nouveau report de cette opération en Octobre. Le processus électoral en cours, est issu

LA VOIE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
César **ETOU**
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Etienne **SOUANGA LAHOUA**
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean Sylvestre **LIA**
(05 05 00 01 17)
REDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE
KIFUIMA Touré (07 08 30 56 06)

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
PAR INTÉRIM
DJÈ Abel (07 07 78 47 04)
RÉDACTION
Rivière 2, près de l'échangeur
Tél. 22 52 14 99 / 58 31 79 95 /
05 05 95 85 27
LG'ÉDITIONS SARL
Au capital de 5.000.000 fca

Dépôt légal N° 13144 du 6
septembre 2016, 3ème trimestre
Récépissé N° 20/D du
2 septembre 2015
SIÈGE SOCIAL
27 BP 107 Abidjan 27 -
Cel : 07 58 83 02 58
E.mail :
lavoieoriginale16@gmail.com

Site web :
www.lavoie-originale.net
facebook.com/Lavoieoriginale16
Impression :
SUD ACTION MEDIA
Distribution : Edipresse
Tirage du jour :
5.000 exemplaires.

d'un consensus politique, qui lui-même est l'émanation du dialogue politique. Il s'agit également d'un processus totalement inclusif. Les partis politiques significatifs et la société civile ont été impliqués et associés à chaque étape du dialogue politique et rien n'a été fait contre ou sans l'avis de l'Opposition. La transparence est donc de mise contrairement à ce que l'on tente de faire croire. A la vérité, ce que cherche l'Opposition, ce n'est pas la clarté du processus électoral, car des gages de transparence ont été donnés à tous. Et la liste électorale tant décriée, tant suspectée est désormais soumise au tribunal populaire, à l'audit populaire à travers le contentieux. Nous sommes en droit de dire qu'en réalité, l'Opposition cherche un moyen de faire dériver le processus électoral ou de le retarder, afin de rendre le scrutin du 25 octobre prochain impossible. Une telle impasse devrait donner à cette opposition les clefs pour ouvrir la boîte de pandore, en réclamant une transition politique. Mais, le RHDP est trop vigilant pour laisser la Côte d'Ivoire retomber dans les travers d'une instabilité institutionnelle et politique. Les résultats électoraux récents glanés par le RHDP suscitent la peur chez l'Opposition, et cette peur est malheureusement souvent la cause d'accusations infondées que l'on entend quand l'opposition est confrontée à ses propres démons, à ses problèmes internes. On veut voir la main du RHDP partout. L'Opposition serait sous l'emprise d'une paranoïa électorale qu'elle ne se prendrait pas autrement. Le RHDP n'a rien à voir avec les problèmes qui opposent certains militants de l'opposition avec leurs dirigeants.»

Si le Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), à travers son Président Exécutif, le ministre Sébastien Dano Djédjé, estime que «c'est par orgueil, par mépris et par vengeance que la CEI a refusé d'inscrire le nom du Président Laurent Gbagbo sur la liste électorale», le Parti n'est pas moins conscient que cet acte recèle de nombreux pièges.

D'une part, il s'agit de «saper le moral de nos militants et sympathisants pour les détourner de leur mission principale en l'occurrence la mobilisation et la préparation de la victoire du Président Gbagbo le 25 octobre 2025».

Et d'autre part, de «provoquer des troubles pour se maintenir au pouvoir par les armes», comme l'a mentionné le ministre Sébastien Dano Djédjé. C'est dire que le Parti du Président Laurent Gbagbo ne doit jamais perdre de vue que le machiavélisme dont fait preuve la Commission électorale (qui n'a d'indépendante que de nom sous Coulibaly-Kuibiart, un homme du sérail de la Rébellion de 2002), ne pourra jamais offrir au Président Laurent Gbagbo des facilités pour qu'il reprenne le Pouvoir. Etant donné que c'est contre le même Laurent Gbagbo qu'ils ont pris les armes, et l'ont conduit à la CPI dans l'espoir certain de ne plus jamais le revoir. Comment comprendre que Kuibiart n'a jamais réussi à apurer depuis plusieurs années les noms des personnes

décédées, des mineurs, des personnes nées par exemple en 1850, des personnes (pères et mères) qui ont plus de 100 enfants. Plus grave, figurent sur cette liste électorale des personnes enrôlées dans une contrée précise et qui se retrouvent dans une autre où elles n'ont jamais mis les pieds, et aussi des noms de famille mentionnés "certificats de nationalité", "Cocody", etc. Comme si les milliards de nos francs décaissés pour la révision de la liste électorale (RLE) étaient juste jetés dans des trous sans fond sans jamais d'explications. Il faut se rendre à l'évidence que cette multiplication des erreurs et leur maintien sans jamais les corriger et le retrait voulu du nom du Président Laurent Gbagbo, malgré les dénonciations de la Société civile, des partis politiques et particulièrement du PPA-CI, est une manœuvre, une stratégie pour capter l'attention de tous sur ces faits dans l'intention de les détourner de l'essentiel qui demeure la réforme en profondeur de la Commission électorale elle-même ou l'audit de la liste électorale, par défaut. Parce que le malheur de la Côte d'Ivoire n'est rien d'autre que cette Commission électorale qui a atterri dans les mains de la Rébellion depuis les Accords de Linas-Marcoussis et qui accompagne toujours Alassane Dramane Ouattara dans sa volonté de conservation du Pouvoir par la violence et le passage en force. Ainsi, toute l'attention captée sur la

correction des anomalies de la liste électorale donne peu de temps aux acteurs politiques de préparer la Présidentielle et la campagne électorale, à 7 mois du scrutin.

Ce n'est certainement pas pour rien que le régime Ouattara tient à pérenniser cet instrument mis en place après les Accords de Linas Marcoussis, en 2003, retouché en 2013, et qui fait son bonheur depuis la Présidentielle de Novembre 2010 au cours de laquelle Youssouf Bakayoko, son Président d'alors, avait été à l'origine des morts à la suite de la crise post-électorale. Notoirement connue comme étant incompétente, cette béquille du pouvoir Ouattara a été de tous les combats de la pérennisation de la dictature qui s'est mise progressivement en place en biaisant les résultats de tous les scrutins qu'elle a eu à organiser sous ce régime.

Bien que depuis la grave crise postélectorale de 2010, la CEI a montré des dysfonctionnements et de nombreuses insuffisances ayant entraîné des morts à chaque scrutin, le jeu de Ouattara a toujours été d'en faire sa béquille dans ses manœuvres de passages en force. Une Commission électorale plus problématique qu'indépendante qui, continuellement, replonge le pays dans son quotidien fait d'échecs retentissants au cours des différentes opérations électorales qu'elle a pilotées depuis 2011.

Depuis les Législatives de Décembre 2011, jusqu'à la Présidentielle d'Octobre 2020 en passant par les Municipales et Régionales couplées d'Octobre 2018, la Révision de la liste électorale de Juin et les Sénatoriales de Mars 2018, le Référendum de 2016, la Présidentielle d'Octobre 2015, les Municipales et Régionales combinées d'avril 2013, tous ont eu un dénominateur commun qui est la «mal organisation» et le fiasco. Aucun de ces scrutins n'a jamais mobilisé les Ivoiriens autour de leur organisation et n'a jamais pu dépasser un taux de participation de 15%. La mort et les violences ont toujours constitué le bilan de cette CEI inféodée au pouvoir RHDP et qui prépare aujourd'hui encore le lourd sacrifice des larmes et du sang des Ivoiriens ♦

G. Bertrand KUYO

Ne pas se laisser distraire

C'est le célèbre écrivain et ethnologue malien Amadou Hampâté Bâ qui nous invitait à l'observation : «Chaque fois que nous voyons l'ombre du pygmée augmenter, c'est que le soir est prêt de tomber.»

La CEI/RHDP nous offre au quotidien des spectacles de divertissement pour détourner l'opinion publique ivoirienne des vrais problèmes de la Côte d'Ivoire sous Ouattara : endettement massif ; pauvreté galopante ; Ecole en ruine morale ; expropriation ; corruption endémique ; rattrapage ethnique etc.

A huit mois de la Présidentielle, la grande mission que le RHDP a confiée à Ibrahim Coulibaly-Kuibiart et ses camarades enfoulardés dans le mépris, l'arrogance et le déni, est de distraire l'Opposition au détriment de vrais débats de fond sur l'organisation des élections équitables, justes, transparentes et inclusives.

En faisant une grande place à l'absence du Président Laurent Gbagbo de la liste électorale et en invitant l'Opposition, le PPA-CI notamment, à venir au contentieux pour "aseptiser" le fichier électoral, la CEI/RHDP veut détourner l'opinion publique des revendications crédibles posées par la classe politique consciente du pays. A savoir, l'audit du fichier électoral (qui est une opération plus scientifique qu'extirper simplement des fraudeurs) ; la recomposition du personnel décisionnel (actuellement dominé outrageusement par le parti au pouvoir) ; le découpage électoral très favorable au parti au pouvoir (le

RDR/RHDP va aux élections dans plusieurs zones acquises de fait) ; le processus de proclamation des résultats (pour éviter des contestations).

Ainsi, l'absence du Président Laurent Gbagbo de la liste électorale n'est qu'un épiphénomène dans l'actualité du moment. Car, cette Présidentielle à venir ne peut se tenir sans la participation de l'ancien Président de la République de Côte d'Ivoire.

Doit-on rappeler à l'opinion publique que, sans qu'il ne soit contraint de le faire, le Président Laurent Gbagbo a accepté la volonté du Comité Central de son parti de le voir porter la candidature à la Présidentielle de 2025.

Doit-on rappeler à l'opinion publique que le Président Laurent Gbagbo a été investi candidat à la Présidence de la République devant un parterre de personnalités qui ne sont toutes de même bord politique que lui ? signe qu'il y a des personnes, hors ses partisans, qui croient en sa vision d'une nouvelle Côte d'Ivoire souveraine et démocratique.

Doit-on rappeler à l'opinion publique que le Président Laurent Gbagbo est en précampagne à travers sa tournée baptisée "côcôcô" qui lui permet de renforcer sa proximité avec son peuple.

Tôt ou tard, «quand ils auront fini de gérer leur honte» (dixit Gbagbo), ils vont inscrire le nom de Gbagbo sur la liste électorale définitive.

Ainsi donc, que l'Opposition, notamment, le PPA-CI, ne se laisse pas distraire par les micmacs de la CEI/RHDP. ♦

J-S LIA

Gbagbo exclu de liste électorale provisoire

Acko Auriole (Militant Fédération Bingerville) : «Ouattara a oublié son bienfaiteur d'hier»

L'exclusion du nom du Président Laurent Gbagbo de la liste électorale provisoire continue de susciter des réactions au sein de la classe politique et de l'opinion publique ivoirienne. Agnimel Acko Auriole, militant de base du Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), Section Savane Harris de la Fédération de Bingerville, a joint la Rédaction de *La Voie Originale* pour livrer son analyse sur ce qu'il considère comme une manœuvre d'élimination politique orchestrée par le régime en place. L'annonce de la non-inscription du Président Laurent Gbagbo sur la liste électorale provisoire s'est rapidement imposée comme un sujet brûlant, ravivant les tensions autour de la question de l'inclusivité du processus électoral en Côte d'Ivoire. Pour Agnimel Acko Auriole, cette décision ne relève pas d'un simple fait juridique, mais bien d'une volonté politique de marginaliser un acteur clé de l'histoire politique du pays. «*Depuis des lustres, mon pays vit au rythme de secousses politiques marquées par l'intrusion d'un homme dont l'agressivité ne fait plus débat*», affirme-t-il, dénonçant ce qu'il perçoit comme une instrumentalisation de la Justice et des institutions pour écarter des adversaires politiques.

L'exclusion de Gbagbo repose officiellement sur sa condamnation dans l'affaire du braquage de la Bceao, une procédure largement contestée par son camp, qui y voit une décision politique plutôt qu'un véritable acte de Justice. Alors que la réconciliation nationale reste un défi majeur pour la Côte d'Ivoire, ce nouveau développement vient exacerber les clivages et renforcer le sentiment d'injustice chez les militants du PPA-CI. Agnimel Acko Auriole s'inscrit dans une lecture historique des relations entre Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. Il rappelle notamment que l'actuel chef de l'État a, par le passé, bénéficié de la bienveillance de son prédécesseur, notamment à travers des mesures facilitant son retour en politique. «*Alors que le Président Gbagbo avait contribué à ouvrir la voie politique à Alassane Ouattara, en renonçant à se présenter à l'élection présidentielle de 1995 et en facilitant l'adoption d'une mesure exceptionnelle permettant la candidature du Sieur Ouattara, ce dernier s'obstine aujourd'hui à écarter son bienfaiteur d'hier de la scène politique, sans la moindre vergogne. Alassane Ouattara a oublié son bienfaiteur d'hier. En 2005, lors des Accords de Pretoria, sous l'égide de Thabo Mbeki, Laurent Gbagbo avait accepté une modification exceptionnelle du Code électoral permettant à Alassane Ouattara de se présenter à l'élection présidentielle de 2005 qui s'est finalement tenue en 2010. Cet acte qui est une ouverture majeure en faveur de la réconciliation nationale, contraste aujourd'hui avec la radiation de Gbagbo de la liste électorale ; ce qui alimente le sentiment d'injustice exprimé par ses partisans*», fustige-t-il.

Loin d'être une simple anecdote, ces faits soulignent, selon lui, une forme d'ingratitude politique qui caractériserait la gouvernance actuelle. Loin d'œuvrer pour la réconciliation, le régime en place privilégierait, selon lui, une politique d'exclusion visant à se maintenir au pouvoir par tous les moyens. Au-delà de l'exclusion de Laurent Gbagbo, Agnimel Acko Auriole critique plus largement la gouvernance d'Alassane Ouattara, qu'il accuse de privilégier les intérêts extérieurs au détriment des préoccupations nationales. «*Fondamentalement, M. Ouattara semble*



avoir davantage d'intérêts tournés vers l'extérieur, tout en imposant une gouvernance aux accents tribalistes, alors que le peuple ivoirien, lui, attend toujours la concrétisation des promesses de celui qui s'était autoproclamé "l'homme des solutions"», estime-t-il. Ces accusations font écho aux critiques récurrentes formulées par l'Opposition sur la gestion des ressources du pays, les grands projets d'infrastructures bénéficiant avant tout à des entreprises étrangères, ou encore la question du franc CFA et de la souveraineté économique.

L'exclusion de Laurent Gbagbo de la liste électorale ne signifie pas pour autant la fin de son influence politique. Au contraire, cette décision pourrait renforcer sa stature en tant que figure centrale de l'Opposition et du combat pour une démocratie inclusive en Côte d'Ivoire. Son retour en 2021 après son acquittement par la Cour pénale internationale avait déjà démontré l'attachement d'une partie de la population à son égard. Son absence des prochaines échéances électorales risque donc d'être perçue comme une tentative d'étouffement politique plutôt

qu'une conséquence légale. «*Rappelons-le : c'est sous la Présidence de Laurent Gbagbo qu'Alassane Ouattara a bénéficié du rétablissement de sa rente viagère, et c'est encore Gbagbo qui a facilité son retour d'exil. Mieux, c'est sous son mandat que la mère de M. Ouattara a été soignée aux frais du contribuable ivoirien. L'histoire est têtue*», rappelle Agnimel Acko Auriole. À travers ces éléments, il insiste sur le rôle joué par Gbagbo dans l'histoire récente du pays, et sur l'absurdité, selon lui, de chercher à l'effacer du paysage politique. Face à cette exclusion, l'Opposition se trouve dans une position délicate. Le PPA-CI et ses alliés doivent désormais repenser leur stratégie pour les échéances à venir. Doivent-ils opter pour la confrontation en contestant cette décision sur le terrain judiciaire et politique ? Ou plutôt chercher à mobiliser une base électorale frustrée pour peser dans le jeu démocratique malgré les obstacles ? Agnimel Acko Auriole, lui, se veut résolument optimiste quant à l'avenir de son parti et de son Leader historique. «*À la population ivoirienne : gardons notre sérénité et notre lucidité, car nous triompherons. En avant !*», conclut-il, appelant les militants du PPA-CI à rester mobilisés et confiants dans la suite des événements.

Si la bataille politique autour de l'exclusion de Gbagbo de la liste électorale est loin d'être terminée, elle illustre une fois de plus la complexité du paysage politique ivoirien, marqué par des tensions persistantes et des rapports de force mouvants ♦

Yannick P Bayard

Première édition de «Générosité du cœur»

Quatre personnalités reçoivent le prix «Diamant»

La première édition de la cérémonie «Générosité du Cœur» a célébré, le mercredi 19 mars 2025, quatre figures ivoiriennes dont l'engagement solidaire illumine les vies, loin des projecteurs. Un hommage vibrant rendu au Musée des Civilisations d'Abidjan-Plateau. Dans un monde où les projecteurs se braquent souvent sur les figures politiques et économiques, certaines âmes généreuses œuvrent discrètement pour le bien-être des autres. C'est cette humilité engagée que Smith Communication et Royale Groupe ont choisi de mettre en lumière avec l'initiative «Générosité du Cœur».

Le prix Diamant, symbole de leur dévouement, a été remis à l'Honorable Kwabena Stéphane, Vice-président du Conseil Régional du Moronou, à l'Ambassadeur Fa-Touré, à Madame Douyou née Bobo, Directrice des ressources humaines au ministère de la Construction et du Logement, ainsi qu'à Kima Mobio, opérateur économique. Face à un parterre de personnalités du monde social, institutionnel et économique, Smith Dakpa, au nom des organisateurs, a souligné la nécessité de célébrer ces figures de l'ombre : «*Nous avons pensé et mûri que dans la société dans laquelle nous sommes, il y a des personnes et des femmes qui, dans l'ombre, ont toujours partagé le peu qu'ils ont. Et pour cela, nous avons décidé de les mettre à la lumière, une manière pour nous de les honorer. Nous avons décidé de révéler au public et de magnifier les personnes généreuses qui se*



mettent au service des autres mais qui restent méconnues.» Un message fort, accueilli avec émotion par les lauréats, qui ont exprimé leur gratitude pour cette distinction et leur volonté de poursuivre leur engagement social avec encore plus de détermination.

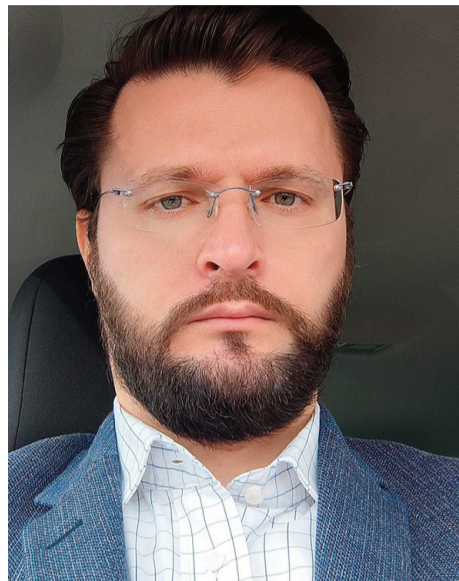
L'initiative a également reçu l'adhésion de figures influentes. Charles Gmandré, représentant du parrain de l'événement, N'Goran Paul, et Johnson Adicko, sous-directeur à l'ONECI et Président d'honneur de cette édition, ont salué l'impact d'une telle reconnaissance. «*Mettre en avant ces citoyens engagés, c'est rappeler que la générosité est un moteur puissant de développement social*», a souligné Adicko. Les organisateurs ne comptent pas s'arrêter là.

La deuxième édition connaîtra une évolution majeure avec la création du Prix Spécial «Hamed Bakayoko – Générosité du Cœur», en hommage à l'ancien Premier ministre ivoirien, dont les actions sociales continuent d'inspirer. La cérémonie, marquée par la présence de nombreux invités et partenaires, a prouvé que l'initiative résonne avec les aspirations de la société ivoirienne. À travers cette distinction, «Générosité du Cœur» ambitionne d'encourager davantage d'actions solidaires et de faire éclore d'autres figures bienfaitrices. Le message est clair : donner de son cœur, c'est semer les graines d'un avenir plus humain.

Yannick P Bayard

Clash Trump-Zelensky

La suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine



Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne, ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

Le lundi 03 mars, Donald Trump a ordonné une «pause» dans l'aide militaire des Etats-Unis d'Amérique à l'Ukraine. Non seulement les nouvelles aides à venir sont stoppées, mais également celles déjà approuvées par l'ancienne Administration de Joe Biden et pas encore livrées font également l'objet du gel par la Maison Blanche.

La suspension est immédiate et effective : les trains entiers de l'aide militaire américaine sont bloqués sur la frontière ukraino-polonaise et ne poursuivront pas leur acheminement vers le destinataire.

Depuis la réunion du 28 février dernier à la Maison-Blanche entre le Président américain Donald Trump et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, accompagnés de leurs équipes respectives, beaucoup d'informations circulent dans les mass médias sur le sujet qui a surpris, voir choqué plus d'un.

Néanmoins, avec le fossé de la rupture des relations bilatérales américano-ukrainiennes qui s'est concrétisé ce lundi-là, étant saturées par la composante émotionnelle, la majeure partie des informations sur le sujet ne reflètent que très vaguement les réelles conséquences concrètes qui auront dorénavant lieu sur l'Ukraine.

Le scandale

Aujourd'hui, Kiev est confronté à des conséquences du scandale diplomatique qui a eu lieu à la Maison Blanche incomparablement plus graves que celles qui l'attendaient après la signature prévue du contrat de servitude au niveau des gisements de matières premières stratégiques et des infrastructures critiques de l'Ukraine pour la couverture des dettes réclamées par le maître du Bureau ovale.

Sans aucun doute, le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky porte la responsabilité personnelle de l'incident.

Si Trump pouvait aisément se permettre le comportement qu'il a eu lors de cette rencontre, étant à la tête du pays-principal allié et sponsor de l'Ukraine dans le conflit militaire contre la Russie et en position de force incomparable - Zelensky, en ce qui le concerne, n'avait pas le moindre droit moral de mettre en avant son petit caractère, encore moins de riposter avec de la violence et avec un grave manque de respect jamais vu dans le cadre du protocole de la Diplomatie publique vis-à-vis de ses interlocuteurs : derrière lui, toute une Nation est sous la dépendance directe et dans le besoin vital d'aide étrangère, une population fatiguée de la guerre. Les forces armées ukrainiennes manquent cruellement d'armes, de munitions et de personnel combattant. Le front est au bord de l'effondrement, des centaines et parfois des milliers d'Ukrainiens continuent à mourir chaque jour.

De nombreux politiciens américains ont qualifié le comportement du Président ukrainien de honteux et ont préconisé la cessation de toutes relations avec ce dernier. Les plus grands partisans de Trump ont appelé Zelensky à démissionner. Cela a notamment été déclaré par le Président de la Chambre des Représentants, Michael Johnson, ainsi que par le Conseiller à la Sécurité nationale, Mike Waltz.

Personne n'a enlevé la responsabilité personnelle de Zelensky pour la tragédie que l'Ukraine est en train de vivre et il ne devrait, certainement pas oublier sa vraie place face au véritable maître du futur de son pays.

Maintenant que les négociations de paix ont échoué et que les Etats-Unis arrêtent leurs livraisons d'armements et de munitions,

l'Ukraine ne peut que s'attendre à de nouvelles pertes insensées à l'échelle encore plus importante qu'auparavant. Et quelques pertes que cela soit, tôt ou tard, l'Ukraine se retrouvera d'une manière inévitable dans une situation où elle sera obligée de s'asseoir à la table des négociations.

Vu la force et la pression croissante en discontinu de l'armée Russe sur les champs de bataille, chaque jour de résistance ne fait qu'aggraver la position de Kiev déjà précaire dans le cadre des futures négociations. Selon les prévisions des analystes militaires, sans l'aide financière américaine et la fourniture d'armes, l'Ukraine peut encore tenir six mois. Et ensuite ?

L'Ukraine était-elle prête pour la cessation de l'aide militaire américaine ?

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont été, de très loin, le principal allié de l'Ukraine. Aujourd'hui, le Président américain Donald Trump a estimé l'aide fournie à hauteur de 350 milliards de dollars. Parmi les armes fournies par les États-Unis, il existe plusieurs éléments de l'importance stratégique que les forces armées ukrainiennes ne seront pas en mesure de substituer. En Europe, soit ils ne sont pas du tout produits, soit ils sont produits en quantité négligeable.

Donald Trump a estimé l'aide fournie à hauteur de 350 milliards de dollars. Parmi les armes fournies par les États-Unis, il existe plusieurs éléments de l'importance stratégique que les forces armées ukrainiennes ne seront pas en mesure de substituer. En Europe, soit ils ne sont pas du tout produits, soit ils sont produits en quantité négligeable.

Ainsi, la cessation de l'aide militaire américaine à l'Ukraine est tout simplement, fatale vis-à-vis des capacités à combattre de l'armée ukrainienne.

Le système satellite Starlink

En cas de suppression par les Américains du système satellite Starlink pour l'Ukraine qui est également en train d'être mis en place, les militaires ukrainiens perdront leur principale source d'information et d'échange directement sur le champ de bataille. Sans échange immédiat d'informations sur le champ de bataille, les soldats seront désormais privés de reconnaissance et de ciblage de qualité. Dans ce cas, la qualité opérationnelle de l'artillerie ukrainienne se verra reculer à des décennies en arrière. En conséquence directe, cela entraînera une augmentation considérable de la consommation de munitions, qui font déjà grand défaut, et, en outre, le matériel militaire ukrainien sera détruit par les forces armées russes à une cadence encore plus soutenue qu'aujourd'hui.

En outre, l'Ukraine perdra la possibilité d'utiliser des drones à



Les États-Unis d'Amérique changent radicalement leur vecteur en matière de géopolitique. Trump a mis à exécution sa détermination à cesser de soutenir l'Ukraine et, dans le même temps, la pression des sanctions sur la Russie par les Américains pourrait commencer à s'affaiblir - ce qui est déjà en train d'être discuté dans le cercle du haut pouvoir américain.

De son côté, le Kremlin a certainement proposé au Président américain toute une série d'accords stratégiques, dont celui rendu public sur l'extraction en commune des métaux des terres rares. En conséquence, la probabilité est très haute que les ennemis d'hier aient beaucoup en commun demain en matière d'économie et de sécurité globale, ce à quoi Trump aspire grandement.

Dans une négociation B to B, le facteur-clé de la réussite est celui de l'interdépendance des parties en face. Les Russes ont su poser dans leur offre de bons accents sur les éléments dans lesquels le partenariat russo-américain ne peut qu'être mutuellement très bénéfique. Et dans cette nouvelle formule la confrontation russo-américaine sur le sol ukrainien n'a pas lieu d'être.

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont été, de très loin, le principal allié de l'Ukraine. Aujourd'hui, le Président américain

longue portée grandement utilisés en ce moment, des drones agricoles à l'origine «Baba-Yaga» qui ont une importante capacité de charge utile et un fonctionnement autonome - ils dépendent directement de la navigation satellitaire.

Pour les Ukrainiens, il n'y a aucune alternative au système Starlink. A l'avenir, il peut, potentiellement, être remplacé par le système européen de navigation global par satellite Galileo, mais ceci est impossible à court terme. Par ailleurs, comment le système Galileo se comportera dans les conditions de combat et combien de temps prendra son déploiement et son adaptation - cela reste une inconnue.

Le système de défense aérienne Patriot

Le système de défense aérienne américain Patriot est l'un des meilleurs au monde, même s'il est moins performant que le système russe ZRS S-400 «Triumph». À l'heure actuelle, il est connu que 6 de ces batteries Patriot protègent les grandes villes ukrainiennes des missiles russes les plus dangereux. Les munitions pour de tels systèmes de défense aérienne ne sont fabriquées qu'aux États-Unis et avec la cessation de livraisons,

les forces armées ukrainiennes seront rapidement confrontées à une pénurie de missiles et devront choisir les sites à protéger et ceux à laisser sans défense, comme le note, à juste titre, le Wall Street Journal.

Ainsi, les pays européens devront allouer des fonds supplémentaires et équiper l'Ukraine de systèmes entièrement européens, tels que le franco-italien SAMP/T. Cela étant, à partir du moment de la prise de décision et la signature du contrat, il faut attendre non pas quelques semaines, mais plusieurs années avant le début de la première livraison de missiles. Le consortium européen a promis de réduire le délai à 18 mois, mais ce dernier reste extrêmement long et ne couvre certainement pas la période avant la fin du conflit armé sur le sol ukrainien.

MLR et missiles

Avec la cessation de l'aide militaire américaine, l'armée ukrainienne perd également les missiles guidés pour les lance-roquettes mobiles MLRS à chenilles et les HIMARS à roues. Les États-Unis ont fourni à l'Ukraine deux types de munitions : GMLRS avec la portée allant à 90km et ATACMS avec la portée allant à 300km.

La grande précision et la puissance de l'ogive de la fusée sont complétées par la vitesse de déploiement : le lanceur à roues HIMARS ou le MLRS à chenilles permettent de frapper peu de temps après avoir reçu des informations de reconnaissance.

Le problème est que les GMLRS, contrairement aux obus classiques, ne sont fabriqués qu'aux États-Unis dans les usines de Lockheed Martin. En outre, la grande efficacité démontrée par ces missiles en Ukraine a augmenté la demande du produit sur le marché mondial de l'armement et

l'Ukraine avait beaucoup de concurrents pour les acquérir, avant même l'arrêt des livraisons daté de ce 3 mars. Et il n'y a rien pour remplacer ces missiles. Ni quantitativement ni qualitativement, comme l'écrit la BBC.

En ce qui concerne les missiles de croisière européens SCALP/Storm Shadow lancés à partir d'avions - ils ne suffisent guère à remplacer les ATACMS américains.

Il faut comprendre qu'une fois sans artillerie de longue portée et de haute précision et sans les missiles de croisière, les forces armées ukrainiennes ne pourront plus frapper les dépôts d'armes, les dépôts pétroliers, les raffineries, les postes de commandement, les aérodromes et les polygones russes. Les frappes sur ces installations n'ont jamais été critiques, mais ont perturbé quand même la logistique et l'approvisionnement de l'armée Russe. Une fois la livraison de ces missiles à l'Ukraine arrêtée - l'armée russe augmentera son potentiel d'attaque et avancera d'une manière encore plus soutenue.

La grave pénurie d'obus

Dès le début de la guerre et surtout depuis les derniers mois, l'armée ukrainienne connaît une importante pénurie d'obus d'artillerie. Le rapport des tirs dans la zone d'affrontement a atteint par endroits 1 à 10 en défaveur de l'Ukraine.

La Russie et ses alliés produisent environ 3 millions de munitions par an et à un prix incomparablement moins élevé qu'en Occident. De leur côté, «les États-Unis et l'Europe n'ont la capacité de produire qu'environ 1,2 million de munitions par an», comme l'indique la CNN

Un tel rapport de capacité de production est nettement en défaveur des alliés de Kiev et avec l'abandon de la participation par Washington dans l'effort de guerre du côté ukrainien, la

situation de ce dernier devient tout à fait catastrophique.

Le principal problème du Vieux continent est dans l'absence quasi totale de capacité de défense. Depuis la Guerre froide, l'Europe a vécu sous la protection militaire des États-Unis et les mesures prises par l'Union européenne pour accroître sa puissance militaire n'ont pas encore eu d'effet et n'en n'auront, certainement pas, ni dans le temps couvrant le conflit armé sur le territoire de l'Ukraine, ni dans les années à venir.

Les renseignements

Aujourd'hui, les dirigeants américains ont arrêté les livraisons d'armes et de munitions. Si l'arrêt de l'aide militaire des États-Unis influe également la fourniture des renseignements militaires aux forces armées ukrainiennes, ces derniers deviendraient pratiquement aveugles dans leurs actions sur le terrain des opérations. Le général de l'armée et ancien chef du service de Renseignement extérieur de l'Ukraine, Mikola Malomuz, a déclaré à la chaîne ukrainienne «Channel 24» quelles conséquences pourraient entraîner la cessation de l'échange de renseignements entre Washington et Kiev.

Selon lui, l'arrêt du transfert des données des renseignements spatiaux, techniques et du réseau d'agents de renseignement sera une immense perte pour l'Ukraine, car les renseignements américains sont beaucoup plus avantageux que ceux même des grands pays européens.

L'insuffisance des aides des alliés européens

Après le désastre de la conférence de presse dans le Bureau ovale, l'Ukraine et ses alliés tentent frénétiquement de mettre en place le remplacement d'urgence des armes clés de la

production américaine en service dans le pays en guerre, y compris les missiles de défense aérienne.

Hormis les missiles de défense aérienne, Kiev peut obtenir pratiquement tous les autres types d'armes de ses partenaires européens. Néanmoins, les volumes de livraisons ne pourront plus être comparables à ceux d'auparavant, déjà très insuffisants, ce qui sera lourd de conséquences sur les champs de bataille.

Aujourd'hui, la société ukrainienne est dominée par des sentiments de panique en raison de l'inévitabilité de la défaite militaire à venir. Le rejet de l'accord de paix et la rupture des relations avec les États-Unis mettent le pays directement au bord de l'effondrement. Et ce n'est guère la propagande ukraïno-européenne grossièrement mensongère sur la cote très élevée de Zelensky auprès de sa population qui pourra avoir le moindre impact sur la fin qui approche à grand pas.

Si Volodimir Zelensky et son proche entourage peuvent compter sur un avenir personnel très confortable entre Londres, Paris, Courchevel et la Côte d'Azur, la population ukrainienne, quant à elle, attend de tristes perspectives. D'une manière imminente, dans la décennie à venir, la société ukrainienne profondément divisée et déchirée par les événements des onze dernières années sera condamnée à vivre sur les ruines économiques, sociales et culturelles du pays rongé par la misère.

Oleg Nesterenko

Président du CCIE (www.c-cie.eu)

(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne, ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)



SEMAINE NATIONALE DE LA PRESSE

2^e Édition

CÉRÉMONIE d'Ouverture

THÈME

« **Société de l'information et intelligence artificielle :**
Quelles contributions de l'école à la formation de l'esprit critique du citoyen face aux médias ? »



Pr **Simplice Yodé DION**
Vice-président de l'Université
Félix Houphouët Boigny de Cote d'Ivoire

Lundi **24** Mars **2025**



LIEU : Palais de la culture
de Treichville

Pour plus d'information appelez-nous
+225 27 22 52 04 52



Eliminatoires Coupe du monde 2026: Burundi-CI

Eléphants : objectif 3 points



Burundi-Côte d'Ivoire délocalisé, c'est ce vendredi à 19h à Meknès au Maroc comptant pour la 5ème journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2026. Les Éléphants, dans leur statut de champions

d'Afrique, partent largement favoris dans cette explication face à un pays qu'ils ont souvent battu par trois buts d'écart. Même si au football il n'y a plus de petites équipes, force est de constater que les poulains du coach

Emerse Faé sont nettement au-dessus des Hironnelles et devraient revenir de leur expédition marocaine avec dans la valise, les trois points de la victoire. Fae Emerse le sélectionneur national ne s'imagine pas

revenir à Abidjan avec un résultat autre que le succès. Ce serait problématique pour lui. Ainsi donc, les Yahya Fofana, Evan Ndicka, Franck Kessié, Simon Adingra, Sébastien Haller qui sont les gratins du football ivoirien et africain, ne doivent pas se louper. Ils n'ont pas droit à l'erreur. Eux qui ont l'habitude de lâcher de précieux points en cours de route quand ils jouent à l'extérieur. Cas des deux points perdus 0-0 face au Kenya dans le cadre de cette compétition. Un avertissement à prendre au sérieux ce soir pour aborder la rencontre avec beaucoup d'ambitions et de sérénité dans un schéma de 4-4-3 qui correspond à leurs aspirations. Pour cette entrée des classes en 2025, le capitaine Franck Kessié et ses coéquipiers doivent présenter une bonne pour convaincre leurs supporters avant de recevoir les Scorpions Gambiens le lundi prochain au stade Houphouët-Boigny. ♦

A. ABOA

Les Éléphants prêts à barrir.

Basketball : Assemblée Générale Ordinaire

Les acteurs en réunion ce samedi



Le basketball ivoirien se porte bien.

L'allocution du Président Moussa Diarra, la lecture et l'approbation du Rapport d'activités de la Fédération ivoirienne de basketball, le rapport du Commissaire aux comptes sont, entre autres, les points clé à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire de la

FIBB. La réunion se tiendra ce samedi de 9h à 13h au Palais des sports de Treichville.

Le Comité directeur de la balle au panier tient à cette AGO qui est synonyme de la bonne gestion au titre de cette nouvelle saison sportive. Nul doute que toutes les

composantes de cette discipline, accourront au palais des sports pour la cause. Après la brillante qualification des Éléphants pour l'Afrobasket, place est désormais à ces travaux pour vivre la vie de ce sport ♦

A. ABOA

AVIS DE VENTE

**Terrain commercial de
2100 m2 ouvert sur
3 voies à Angré,
22ème Arrondissement,
clôturé avec ACD.**

**Prix : 400 000 F CFA
le m2.**

**Contacts : 01 01 02 06 70
05 05 95 88 22**



LAURENT GBAGBO, LE CANDIDAT POUR LA CÔTE D'IVOIRE ET POUR L'AFRIQUE EN LUTTE.